FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'Allemagne est la première puissance économique en Europe et la quatrième au niveau mondial. Néanmoins, le pays a été gravement affecté par les conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine : avant l'invasion, l'Allemagne dépendait fortement du gaz, du pétrole et du charbon russes, avec environ un tiers de son approvisionnement énergétique primaire provenant de la Russie. Après une croissance de 1,8% en 2022, le PIB de l'Allemagne a connu une contraction estimée à 0,5% en 2023 (FMI, -0,3% selon les chiffres de la Commission européenne) alors que la production industrielle a prolongé son repli au troisième trimestre, après une première moitié d'année morose. De plus, l'inflation élevée a entamé le pouvoir d'achat, affectant négativement la consommation privée, tandis que les volumes d'exportation ont diminué avec l'affaiblissement des conditions économiques chez les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne. Le pays prévoit une reprise modeste en 2024 : la reprise devrait être alimentée par une croissance accrue dans le secteur des services de consommation intérieure, tandis que les perspectives du secteur manufacturier dépendent de la demande étrangère. Malgré les défis persistants liés aux chaînes d'approvisionnement, leur impact a notablement diminué en 2023 et devrait avoir un effet limité sur la production en 2024. De plus, on ne prévoit pas que l'Allemagne rencontrera une crise énergétique pendant l'hiver 2023-2024, contrairement à l'année précédente. Dans l'ensemble, le FMI prévoit une croissance de 0,9% cette année et de 2% en 2025. En termes de demande, la reprise devrait provenir de la consommation personnelle, qui constitue 52% du PIB (Coface), grâce à l'augmentation des salaires déterminée par les conventions collectives conclues au début de 2023.

Les mesures sans précédent prises pour lutter contre la pandémie et stabiliser l'économie, suivies de plusieurs plans de soutien énergétique, ont entraîné une augmentation du déficit budgétaire de l'Allemagne ces dernières années. Le FMI estimait le déficit du gouvernement fédéral à 2,4% du PIB en 2023 (contre 2,1% un an plus tôt). En 2024, on prévoit que le déficit du gouvernement diminuera à 1,1% du PIB (1,6% selon la Commission européenne). Outre l'arrêt des mesures liées à l'énergie, la consolidation budgétaire sera aidée par une croissance robuste des recettes gouvernementales. Cependant, plusieurs initiatives fiscales, y compris la lutte contre le "glissement vers le haut des tranches d'imposition", l'augmentation des allocations familiales et le soutien aux entreprises pour la croissance, auront un impact négatif sur les recettes gouvernementales. La projection pour 2025 prévoit une nouvelle réduction du déficit gouvernemental à 0,6% du PIB (FMI). Néanmoins, la décision de la Cour suprême en novembre concernant le Fonds pour le Climat et la Transformation (KTF) pourrait potentiellement avoir un impact sur l'utilisation d'autres fonds spéciaux, ce qui pourrait nécessiter un financement supplémentaire pour leurs plans de dépenses par le biais d'une augmentation des recettes et de réductions dans d'autres domaines, entraînant potentiellement un resserrement fiscal supplémentaire. La règle de la dette nationale a été rétablie en 2023 après une suspension de 2020 à 2022 (quand le ratio dette/PIB s'élevait à 66,1%), le ratio diminuant à 65,9%. Dans l'ensemble, la dette publique devrait diminuer progressivement au cours de la période de prévision, pour atteindre environ 59,9% d'ici 2026 (FMI). Après avoir atteint un pic en 2022, l'inflation annuelle a décéléré régulièrement au cours de l'année écoulée, avec un niveau global estimé à 6,3% par le FMI. La réduction était principalement influencée par la baisse des prix de gros de l'énergie et la mise en œuvre de mesures énergétiques. À l'avenir, le ralentissement de l'inflation devrait persister, bien que à un rythme plus lent, atteignant 3,5% en 2024 et 2,2% l'année suivante. Un soutien temporaire à l'inflation, notamment dans le secteur des services, est prévu en raison de la croissance continue des salaires. Parallèlement, le rôle de la croissance des prix de l'énergie devrait jouer un rôle relativement mineur. La diminution de l'inflation et l'augmentation des salaires devraient soutenir les revenus réels et la consommation privée au cours de la période de prévision.

Le taux de chômage était estimé à 3,3% en 2023 (FMI), contre 3,1% un an plus tôt, avec une croissance des salaires moyenne de 6,1% sur une base annuelle au premier semestre. Le FMI prévoit que le chômage restera à son niveau actuel en 2024, avant de baisser à 3,1% en 2025. Pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée, l'OCDE recommande de renforcer les incitations au travail pour les femmes, les personnes âgées et celles à revenu faible, ce qui pourrait être réalisé en améliorant les programmes de formation et d'apprentissage pour adultes et en simplifiant la reconnaissance des qualifications des migrants et des réfugiés. Avec un PIB par habitant (PPA) de 66 038 dollars, l'Allemagne figure parmi les pays les plus riches du monde (FMI, 2023). Néanmoins, selon les données de Destatis, environ 20,9% de la population du pays est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale : en 2022, 14,7% de la population était exposée au risque de pauvreté, 6,1% était touchée par une privation matérielle et sociale grave, et 9,7% vivaient dans un ménage avec une très faible intensité de travail.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	4.085,68	4.429,84	4.700,88	4.960,29	5.181,79
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	1,8	-0,5	0,9	2,0	1,9
PIB par habitant (USD)	48.756	52.824	56.037	59.135	61.807
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-2,1	-2,4	-1,1	-0,6	-0,6
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	66,1	65,9	64,0	61,8	59,9
Taux d'inflation (%)	n/a	6,3	3,5	2,2	2,1
Taux de chômage (% de la population active)	3,1	3,3	3,3	3,1	3,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	170,76	265,62	309,11	322,13	319,77
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	4,2	6,0	6,6	6,5	6,2

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par [la Coface](#).

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le secteur agricole allemand est plutôt limité : il ne contribue qu'à 0,9% du PIB et emploie 1% de la population active du pays (Banque mondiale, dernières données disponibles). Pour subvenir aux besoins d'une population dépassant les 200 millions d'animaux d'élevage, environ 50% du paysage agricole se compose de prairies et de terres arables destinées à l'alimentation animale. Les principales zones de production agricole, destinées à la consommation humaine, englobent non seulement les produits d'origine animale, mais aussi les céréales à pain, les pommes de terre, les betteraves sucrières, les oléagineux, les fruits et les légumes. De plus, des zones spécifiques de prairies et de cultures sont allouées à la production de bioénergie et de bioressources. Selon l'office statistique national Destatis, l'Allemagne compte environ 262 776 exploitations agricoles, dont la majorité sont des entreprises individuelles, ce qui signifie que la plupart des agriculteurs gèrent seuls ou avec leur famille leur exploitation. Au cours des dernières années, le nombre d'exploitations consacrées à l'agriculture biologique a augmenté de manière constante, atteignant 26 133. La superficie agricole utilisée totale s'élève à 16,6 millions d'hectares, avec une taille moyenne de 63,2 hectares (Destatis). Sur la période allant de 2007 à 2022, la production agricole en Allemagne a augmenté de 9,1% (Commission européenne). En 2022, près de 14,2% de la valeur totale de la production agricole de l'Union européenne provenait d'Allemagne (76,2 milliards d'euros - Eurostat). La valeur de la production agricole du pays a augmenté de 30% d'une année sur l'autre, bien que cette augmentation de valeur soit principalement alimentée par une hausse des prix.

Le secteur industriel représente environ 26,9% du PIB et emploie 28% de la population active du pays. L'Allemagne est le pays le plus industrialisé d'Europe, et son économie est bien diversifiée : l'industrie automobile est le plus grand secteur du pays, mais l'Allemagne compte également d'autres secteurs spécialisés, notamment le génie mécanique, l'équipement électrique et électronique, et les produits chimiques. Dans l'ensemble, les activités de fabrication représentent à elles seules 18% du PIB. L'activité industrielle est principalement concentrée dans les États de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où se trouvent plus de la moitié des 1 600 entreprises manufacturières allemandes identifiées comme leaders mondiaux du marché. Selon les dernières données disponibles du BDI, au cours des neuf premiers mois de 2023, la production industrielle a baissé de 1% par rapport à la même période un an plus tôt. Dans le secteur manufacturier, la production pour la période de janvier à septembre 2023 a connu une baisse d'une année sur l'autre de 0,2%. En examinant des industries spécifiques, une croissance notable a été observée dans la production de véhicules (en hausse de 14,4%) et d'autres équipements de transport (en hausse de 8,5%). Cependant, des taux de croissance plus modestes ont été enregistrés dans l'industrie électrique (en hausse de 2,8%) et la fabrication de machines (en hausse de 0,5%). Notamment, les industries intensives en énergie ont réduit considérablement les taux de production, avec une réduction de la chimie, de l'industrie du papier, du verre et de la céramique de plus de 14% par rapport à la même période un an plus tôt. La baisse a été moins prononcée dans la production et la transformation des métaux (-3,3%).

Le secteur des services de l'Allemagne est un grand employeur (71% de la population active) et contribue à 62,7% du PIB du pays. La croissance de ce secteur ces dernières années a été principalement tirée par une forte demande de services liés aux affaires et par le développement de nouvelles technologies, ce qui a contribué à l'établissement de nouveaux secteurs entiers dans le secteur tertiaire. Le secteur de l'hébergement et de la restauration joue également un rôle important, avec un chiffre d'affaires total de 104 milliards d'euros (Destatis). Le système bancaire de l'Allemagne comprend trois piliers : les banques commerciales privées, les banques publiques et les banques coopératives. Le segment avec la plus grande part d'actifs dans le système bancaire est composé de banques commerciales privées, représentant environ 40% du total des actifs, tandis que les banques coopératives représentent environ 12% (Fédération bancaire européenne). Dans l'ensemble, le modèle économique allemand repose fortement sur un dense réseau de petites et moyennes entreprises (PME), souvent très ouvertes à l'environnement international : selon les dernières données de Destatis, environ 56% des personnes employées travaillent dans des PME, la proportion de personnes employées dans les micro-entreprises s'élevant à 18%, tandis que 21% travaillent dans de petites entreprises et 17% dans des entreprises de taille moyenne.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	1,3	27,6	71,1
Valeur ajoutée (en % du PIB)	1,1	26,7	62,7
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-4,6	-0,5	2,8

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Euro (EUR) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	0,94	0,89	0,85	0,89	0,88

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce représente 100% du PIB de l'Allemagne (Banque mondiale 2022, contre 89% un an plus tôt), et le pays est à la fois le troisième importateur et exportateur mondial. L'Allemagne est de loin le plus grand exportateur mondial d'automobiles : les automobiles et leurs pièces représentaient 15,4% des exportations, étant son principal produit d'exportation en 2022, avec une valeur d'environ 245 milliards d'euros (Destatis). Les machines (13,3%) et les produits chimiques (10,3%) se classent respectivement deuxième et troisième. La même année, les principales marchandises importées étaient le gaz de pétrole (4,6%), les véhicules et leurs pièces (4,4%) et les huiles de pétrole (4%).

En 2022, la principale destination des exportations allemandes était les États-Unis, qui représentaient 9,8% du total, suivis de la France (7,4%), des Pays-Bas (7%) et de la Chine (6,7%). Les importations provenaient principalement de Chine (12,8%), devant les Pays-Bas et les États-Unis (7,6% et 6,2% respectivement). Dans l'ensemble, la Chine était le partenaire commercial le plus important de l'Allemagne en 2022 pour la septième année consécutive (données Destatis). L'Allemagne continue d'être l'économie "la plus ouverte" des pays du G7.

La balance commerciale du pays est structurellement positive. Selon les derniers chiffres de l'office statistique national Destatis, en 2022, l'Allemagne a enregistré une augmentation notable à la fois des exportations et des importations : les biens exportés s'élevaient à 1 574 milliards d'euros, soit une augmentation de 14,1%, tandis que les importations totalisaient 1 494,4 milliards d'euros, en hausse de 24,1% par rapport à 2021. La balance commerciale extérieure pour 2022 a enregistré un excédent de 79,7 milliards d'euros, le plus bas depuis 2000. Ce chiffre représente une baisse significative (pour la sixième année consécutive), avec un excédent d'exportation plus que divisé par deux par rapport à l'excédent de 175,3 milliards d'euros de 2021, principalement en raison de la forte hausse du coût des importations énergétiques. Les principaux excédents commerciaux ont été enregistrés avec les États-Unis (62,8 milliards d'euros), la France (48,2 milliards d'euros) et le Royaume-Uni (33,4 milliards d'euros). En ce qui concerne le vaste excédent commercial de l'Allemagne, depuis 2014, la Commission européenne encourage le pays à privilégier les dynamiques de la demande intérieure plutôt que les exportations, afin d'atténuer le "déséquilibre macroéconomique" existant dans l'UE (selon les règles de la Commission, les pays de l'UE ne doivent pas avoir un excédent commercial extérieur de plus de 6% de leur PIB). L'Allemagne est généralement un importateur net de services commerciaux ; cependant, la tendance s'est inversée ces dernières années. En 2022, l'Allemagne avait la valeur la plus élevée des exportations de services (408 milliards d'euros) et des importations de services (438 milliards d'euros) parmi les États membres de l'UE (données Eurostat).

Selon les chiffres préliminaires de Destatis, pour la période de janvier à octobre 2023, l'Allemagne a exporté des biens d'une valeur de 1 304,6 milliards d'euros, contre 596,8 milliards d'euros en importations (-0,8% et -2,7% respectivement par rapport à l'année précédente). L'UE représentait 54,3% du total des exportations et 66,6% des importations.

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	1.284.353	1.233.978	1.171.782	1.421.512	1.570.752
Exportations de biens (millions USD)	1.560.539	1.489.412	1.382.533	1.636.742	1.657.577
Importations de services (millions USD)	376.130	376.540	315.457	387.181	459.231
Exportations de services (millions USD)	357.464	356.277	318.570	387.553	411.761

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	88,5	87,7	80,4	88,7	98,6
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	263.292	245.868	219.238	230.563	118.588
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	244.736	230.802	227.764	236.609	87.555
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	4,0	2,9	-8,5	9,0	6,0
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	2,2	1,3	-9,3	9,7	2,9
Importations de biens et services (en % du PIB)	41,2	41,0	37,4	41,7	48,3
Exportations des biens et services (en % du PIB)	47,3	46,7	43,0	47,0	50,3

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	0,9	3,5	3,5	3,4	3,1
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	0,2	3,5	3,8	3,4	3,4

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

L'Allemagne est membre des organisations économiques internationales suivantes : CCI, Union européenne, OMC, Espace économique européen, G-6, G-7, G-8, G-10, G-20, FMI, OCDE, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles participe l'Allemagne, cliquez [ici](#). L'adhésion de l'Allemagne aux organisations internationales est également présentée [ici](#).

Free Trade Agreements

La liste complète et actualisée des accords de libre-échange signés par l'Allemagne peut être consultée [ici](#).

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2022
Etats-Unis	9,8%
France	7,4%
Pays-Bas	6,9%
Chine	6,7%
Pologne	5,8%
Voir plus de pays	63,4%

Principaux fournisseurs <i>(% des importations)</i>	2022
Chine	13,0%
Pays-Bas	7,1%
Etats-Unis	6,3%
Pologne	5,2%
Italie	4,8%
Voir plus de pays	63,5%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Président : Frank-Walter Steinmeier (depuis le 19 mars 2017) - SPD

Chancellerie : Olaf Scholz (depuis le 8 Décembre 2021) - SPD

Les prochaines élections

Présidentielle : février 2027

Parlement fédéral (Bundestag) : septembre 2025 (au plus tard)

Le contexte politique actuel

En 2021, Olaf Scholz du SPD a été assermenté en tant que nouveau chancelier de l'Allemagne, succédant à Angela Merkel après ses 16 années historiques au pouvoir. Son gouvernement est la première coalition tripartite, composée des Sociaux-démocrates, des Verts et des Libéraux, connue sous le nom de "coalition feu tricolore" (Ampelkoalition). Cependant, la coalition a été marquée par d'importants différends publics concernant des projets de loi divulgués, notamment le projet de loi sur l'énergie du bâtiment des Verts et les mesures d'austérité du FDP en tant que ministre des finances.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a entraîné des changements significatifs dans les politiques étrangère, de défense et énergétique de l'Allemagne, visant à diversifier l'approvisionnement énergétique et à répondre aux préoccupations en matière de sécurité. Des mesures d'aide totalisant des centaines de milliards d'euros ont permis à la coalition de Scholz de limiter les troubles sociaux. De plus, un budget supplémentaire pour les dépenses militaires a été approuvé à la suite de l'annonce du chancelier Scholz d'un "changement d'époque" dans la politique de défense et de sécurité de l'Allemagne.

En octobre 2023, la Bavière et la Hesse ont organisé des élections dominées par les questions de migration et de changement climatique. Malgré cela, les trois partis de la coalition au pouvoir ont subi des pertes, tandis que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), l'extrême droite, a gagné du terrain, atteignant plus de 14% en Bavière et 18% en Hesse, marquant leur meilleur résultat jamais enregistré lors d'une élection dans un État occidental allemand.

Les principaux partis politiques

En Allemagne, les partis doivent obtenir au moins 5 % des voix au niveau national pour garantir une représentation au Bundestag. Bien que basé sur un système multipartite, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) ont historiquement dominé l'arène politique. Les principaux partis incluent :

- **Parti social-démocrate (SPD)** : Centre-gauche, sociaux-démocrates. C'est le parti qui a obtenu le plus de sièges

aux dernières élections avec 28 % des voix.

- [Union chrétienne-démocrate \(CDU\)](#) : Conservatrice, démocrate-chrétienne. Elle a obtenu 26,8 % des voix aux dernières élections.
- [Bündnis90/die Grünen](#) : Gauche, vert, social-libéralisme.
- [Parti libéral-démocrate \(FDP\)](#) : Libéral, centre-droit.
- [Alternative pour l'Allemagne \(AfD\)](#) : Extrême droite.
- [Union chrétienne-sociale \(CSU\)](#) : Conservatrice, démocrate-chrétienne ; considérée comme la « sœur » de la CDU et basée en Bavière.
- [Parti de gauche \(Die Linke\)](#) : Gauche.

La coalition politique actuelle en Allemagne s'appelle "la coalition des feux de signalisation", également connue sous le nom de coalition Ampel. Il s'agit d'une coalition tripartite composée du Parti social-démocrate (SPD), de l'Alliance 90/Les Verts et du Parti libéral-démocrate (FDP).

Le pouvoir exécutif

Le chef du gouvernement est le [Chancelier](#), élu par majorité absolue à l'Assemblée fédérale pour un mandat de quatre ans. Le Chancelier détient le pouvoir exécutif, qui comprend la mise en œuvre de la loi et la gestion des affaires courantes du pays. Les ministres fédéraux (Conseil des ministres) sont nommés par le Président sur recommandation du Chancelier.

Le chef de l'État est le [Président](#), élu pour un mandat de cinq ans par la Convention fédérale (qui comprend les membres de l'Assemblée fédérale et un nombre égal de délégués élus par les législatures provinciales). Le rôle du Président est largement cérémonial.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif en Allemagne est bicaméral. Le parlement se compose de deux chambres : le [Bundestag](#) (la chambre basse), actuellement de 736 sièges, dont les membres sont élus par suffrage universel combinant une représentation proportionnelle et directe, pour un mandat de quatre ans. La deuxième chambre est le [Bundesrat](#) (chambre haute), qui compte 69 sièges statutaires, et dont les membres sont les délégués des 16 Länder (régions) du pays. Il n'y a pas d'élections pour le Bundesrat, et le mandat de ses membres est de quatre ans. Sa composition est déterminée par celle des gouvernements régionaux. Le gouvernement dépend directement ou indirectement du soutien du parlement, qui s'exprime généralement par un vote de confiance. Le Chancelier ne peut pas dissoudre le Parlement directement, mais il peut recommander sa dissolution au Président en cas de vote de défiance au Bundestag. Le pouvoir législatif appartient à la fois au gouvernement et au parlement. Les citoyens allemands bénéficient de droits politiques considérables.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on [TravelDoc Infopage](#).

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by [IATA](#).

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the [International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures](#) webpage.

Plan de relance économique

The summary of the EU's economic response to the COVID-19 pandemic is available on the website of the [European Council](#).

For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) in Germany, please consult the country's dedicated section in the [IMF's Policy Tracker platform](#).

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's [SME Covid-19 Policy Responses](#) document.

You can also consult the World Bank's [Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19](#).